

## Chapitre 10

### *Combats de Coqs.*

**J**e me suis endormi comme une souche. Je n'ai pas senti passer la nuit. Au réveil, toutefois, je suis surpris de me trouver entouré d'un voile de tulle qui enveloppe le baldaquin du lit. C'est un bruit qui m'a réveillé. Je ne sais pas quoi exactement quand j'entends qu'on frappe à ma porte. J'ai placé mon LeMat sous l'oreiller du large lit à deux places et mon hammerless dans la poche de poitrine de ma chemise de nuit. Je remonte le couvre lit de toile de lin jusqu'à mon menton et crie d'entrer.

C'est encore la bonne Adélaïde qui entre avec un broc d'eau chaude et de la poudre dentifrice. Elle se rend à la table de toilette qui se trouve dans le coin de la chambre, une belle table de bois précieux dont le plateau, les rebords de plateau, la crédence et la tablette sont en marbre d'Italie. Elle dépose un broc de porcelaine fumant et une cuvette de porcelaine de Limoges sur le plateau de marbre à côté du linge immaculé.



*Matouba, 1859.*

Ensuite elle me fait un signe de la main et se retire. Au moment de sortir, elle me dit : « Il est cinq heures et demie. Le déjeuner sera servi à six heures et vous devrez monter à cheval à sept heures moins le quart.

- Mais vous parlez français, Adélaïde ?
- Et alors, pourquoi ne le parlerais-je point ?
- Mais hier vous m'avez parlé en créole !

- C'était pour voir si vous comprenez. Mais maintenant je sais que vous comprenez alors je vous parle français. Faites attention. Ici vous n'avez pas que des amis. Gardez bien votre pistolet prêt, quand vous serez dans la montagne. Mais dites-vous bien que vous n'avez rien à craindre des « marrons ». Tout le monde sait qui vous êtes et que vous, vous n'êtes pas "a-istoc-ate". »

Sur ces paroles énigmatiques, elle disparaît. Je sens monter en moi une poussée d'excitation. Il me tarde de commencer la journée. Ainsi, la rumeur courrait les bois et les milieux nègres que je ne partage pas les préjugés des autres blancs sur les rapports entre les races présentes dans l'île. Cette question serait donc essentielle, ici ?

Ma toilette soigneusement conduite à son terme, je descends à la salle à manger. Le repas est prêt et nous attend. « L'Oncle Gontran » se tient debout devant la fenêtre qui donne sur la Soufrière, les mains dans le dos.

- Avez-vous passé une bonne nuit ?

- Remarquable. Quel calme ! C'est le ramage des oiseaux qui a accompagné mon réveil. Réveil provoqué par Adélaïde qui m'apportait l'eau chaude.

- La brave femme. Vous savez que nous sommes du même âge. Elle était esclave et mon père l'a retirée des champs de bananiers pour la faire venir à la maison. Son mari était un habile forgeron qui lui a donné quatre enfants. Il est malheureusement mort des fièvres il y a une dizaine d'années peu après son affranchissement.

- Vous voulez dire qu'il a été affranchi avant la deuxième abolition ?

- Bien sûr. Cela couvait depuis plusieurs années, mais il lui fallait un pécule plus important que ses économies pour pouvoir s'installer. Il voulait aussi racheter son épouse. Il travaillait avec conscience, allait à la messe avec sa famille mais il ne disait rien de ses projets. Et puis un jour Adélaïde s'en est ouverte à mon père. Celui-ci a fait mander Gaston et l'a questionné. Il fallait huit cents francs or à notre forgeron pour s'installer. Et il lui en manquait encore la moitié.

« Je n'ai pas besoin d'avoir un esclave forgeron, lui dit mon père. Mais en revanche nous sommes plusieurs planteurs et entrepreneurs à avoir besoin d'un bon forgeron... »

Il lui a proposé de l'aider en lui prêtant un atelier. Cette disposition réduisait énormément les frais d'installation de notre bonhomme. Mais il fallait prévoir de vivre avant que d'avoir constitué sa clientèle. Aussi mon père lui prêta-t-il deux cents francs or au denier cinq. C'était honnête pour les deux. En fait, la clientèle de Gaston s'est constituée très rapidement et au lieu des six ans qu'on escomptait qu'il mît à rembourser le prêt, ce fut fait en moins de deux ans. Les affaires de notre homme marchaient fort bien. Ses enfants étaient trop jeunes pour apprendre vraiment le métier de leur père mais l'aîné s'y intéressait. En affranchissant Gaston et Adélaïde, mon père n'avait pas affranchi les enfants. Il les conservait ainsi sous sa protection et les forçait à aller à l'école. Ce n'est que lorsqu'ils surent lire, écrire et compter qu'il les affranchit. Lorsque l'acte fut signé chez le notaire et porté au tribunal par l'avoué, le greffier a dit : « Mais je croyais que les enfants aussi étaient affranchis ! » C'est vous dire que leur sort quotidien était des plus bénins. Et c'est là que Gaston a eu une toquade : il a voulu à tout prix payer à mon père l'affranchissement de sa femme et de ses enfants. Mon père a commencé par refuser mais comme le ton montait, il a cédé. Il a même demandé finalement une assez forte somme. Le forgeron a payé sans rechigner, presque satisfait de voir à quel prix on évaluait sa famille. Mais comme mon père ne voulait pas de cet argent, il a ouvert un compte chez un notaire, au nom de Gaston, et y a déposé l'argent. Comme il se méfiait du tabellion, il a suivi personnellement l'évolution du placement qui a

fructifié en évitant les placements hasardeux. L'aîné de Gaston a commencé à connaître le métier de son père. La famille s'attendait à ce qu'il reprît un jour leur affaire à son compte. C'est effectivement ce qui s'est produit, mais un peu trop tôt hélas, parce que Gaston a attrapé les fièvres, comme je vous l'ai dit, et en est mort en quelques jours. Aussitôt, des fournisseurs se sont présentés avec des factures. Antoine, le fils aîné, ne savait où donner de la tête et sa mère lui a conseillé de s'en ouvrir à mon père. C'est le comptable de la plantation qui tenait la comptabilité de Gaston, qui était saine. Les créanciers ont donc été payés sans souci. Pourtant, mon père a senti une menace envers la succession de son protégé. Il a donc pris des mesures de sauvegarde en avertissant tout le monde que l'atelier était et resterait sous la protection de la famille de Linières. Ce qui fut fait. Maintenant, les choses tournent rondement. Antoine emploie ses frères et les filles servent à la maison, chez nous aux côtés de leur mère. Mais c'est bien l'un des rares – des premiers – artisans nègres à vivre correctement en Basse Terre. Les clients sont habitués à voir des nègres ou des « zindiens » travailler habilement mais pour les affaires ils ont pour coutume de traiter avec des blancs. En général les employeurs des artisans « de couleur ».

- Édifiante histoire. Vous ne devez pas toujours avoir la vie facile dans ce monde âpre. J'ai ouï dire que des histoires de sources en Grande Terre...

- Ah ! Les « Matignon » des Grands Fonds du Moule ont commencé à se plaindre, je vois. Il s'agit d'une autre guerre dans laquelle les « ti-blancs » sont victimes par contrecoup. Le monde du sucre est encore plus âpre que celui des questions foncières ou artisanales. Les Duquesnois ont en tête de faire que toute la canne qui pousse en Grande Terre serve leurs seuls intérêts. Ils ont commandé en Angleterre un chemin de fer à vapeur pour transporter les récoltes jusqu'à leurs raffineries et distilleries. Or, nous aussi nous avons de la canne et des raffineries en Grande Terre. Nous avons même une distillerie à Pointe à Pître. Pour le traitement du jus de canne, il faut de l'eau douce et les sources sont extrêmement précieuses. Certes, on peut compter sur les récoltes d'eau de pluie, mais une source vaut beaucoup mieux.

- Il ne doit manquer de sources dans ce pays. Le mot « Karukéra » ne signifie-t-il pas « L'Île des Belles Eaux », en langage caraïbe ?

- Certes et nous n'en manquons pas. En Grande Terre on a identifié une bonne cinquantaine de sources de bon débit. Seulement, chacun veut s'approprier celle qui se trouve sur sa terre, or l'eau ne devrait pas être une denrée privée.

- En principe, elle ne l'est pas. Et je ne sache pas que l'Empereur ait apporté une modification à ce concept.

- Vous savez, nous sommes loin de France, ici. Les appétits sont féroces. Aussi, lorsqu'un groupe de « ti-blancs » se met en tête de posséder une source à titre collectif, cela sent sa révolution. Pour deux raisons ; la première, c'est que les « ti-blancs » n'ont qu'à se plier au bon vouloir des grandes familles il est donc de mauvais goût qu'ils s'en dispensent ; la deuxième, c'est que si un hameau ou un village fait de l'eau une ressource commune, cela risque de sonner comme un coup de clairon qui fera réfléchir beaucoup de monde sur ce que doit être le statut de l'eau. Si l'eau commence à tomber dans l'escarcelle des pouvoirs publics, on verra les fonctionnaires venir la capter dans les propriétés privées. Personne ne veut entendre parler de cela.

- Il existe un juste milieu et on ne peut admettre que des commanditaires envoient des nervis pour assassiner des femmes enceintes.

- Vous faites allusion à une regrettable affaire qui a connu sa conclusion judiciaire. Mais si je pense connaître la source de vos informations, je suis surpris que vous n'ayez pas tenté de vous informer à d'autres sources pour ouvrir votre angle d'observation.

- Qui vous dit que je ne l'ai pas fait ? Vous savez, je reste fort circonspect sur les intentions des uns et des autres à mon égard. Car la vérité judiciaire n'a en général qu'un lointain rapport avec la vérité crue.

- Qu'entendez-vous par « vérité crue » ?

- Deux concepts en une seule locution : la vérité crue, ce peut être la vérité nue et brutale. Cela peut être aussi la vérité telle qu'on la reçoit, telle qu'on la croit. Or je pense que la vérité judiciaire relève toujours d'un arbitrage, donc qu'elle est fort loin de la vérité nue, parce qu'il faut ménager la chèvre et le chou, éviter les remous politiques même dans le cas de simples faits divers et parce que l'autorité judiciaire a à cœur d'imposer son autorité au vulgaire. Comme le bon sens est la chose du monde la mieux répartie, il en résulte que la vérité judiciaire est fort éloignée de celle à laquelle le vulgaire, encore lui, croit. En somme, la vérité judiciaire n'est ni crue au sens de « sans fard », ni crue par la majorité des gens.

- Décidément, pour un ancien officier devenu fonctionnaire, je vous trouve bien dubitatif envers les institutions.

- Peut-être ai-je mes raisons de réagir ainsi. C'est pourquoi, pour en revenir à ce dont nous parlions précédemment, je ne crois pas que l'assassinat dont nous avons parlé est le fait d'un « tètè » comme la vérité judiciaire le présente, mais bien le fait de criminels qui ont instrumentalisé ledit « tètè ». Quant à l'accident de chasse dont j'ai failli être la victime, je sais parfaitement à quoi m'en tenir.

- Et de quoi s'agit-il exactement ? » Gontran de Linières a une voix mal assurée, tout d'un coup.

- Du fait qu'on a stipendié un nervi qui s'est finalement avéré être un brave homme courageux.

- Mais de qui venait l'attaque ? Qui a stipendié ce... « nervi » comme vous dites ?

- Il me suffit à moi de le savoir puisque j'étais la cible. Et bien sûr, j'ai des relations sûres qui savent aussi à quoi s'en tenir s'il devait m'arriver quelque désagrément, ces amis sûrs sauraient immédiatement trouver et punir les coupables. En ce qui vous concerne, il me semble que vous avez suffisamment à faire par ailleurs pour ne pas avoir à vous soucier d'une telle brouille.

- Une brouille ! Lorsqu'on s'en prend à l'un de mes cousins, fût-il éloigné, on sort immédiatement du cadre de la brouille pour entrer dans celui de la déclaration de guerre.

- Certes ; et comme dans toute guerre, la première des victimes, c'est la vérité. »

Ce bref échange privé a donné aux autres convives le temps de se présenter et au thé d'infuser. Ce thé est d'ailleurs délicieux, accompagné de petits pains ronds à la mie blanche. J'en fais compliment sincère à Mme de Linières.

- Ces petits pains sont des muffins à l'anglaise dont j'ai donné la recette à notre boulanger. Quant au thé, il vient de la plantation de Charles Town en Caroline du Sud. Ce sont des Français qui ont monté cette plantation en faisant venir du thé d'Extrême-Orient pour contrebattre dans les États du Sud l'hégémonie anglaise sur ce breuvage divin. Si vous avez un jour l'occasion de vous rendre en Caroline, allez donc visiter le comté de Charleston. Puisque maintenant, la ville est plus connue sous ce nom. Les Américains prennent les plus grandes libertés avec l'orthographe. Ils ont rebaptisé la ville pour en écrire le nom de façon plus simple. Mais je vous en prie. Reprenez donc de ces muffins avec de la gelée de goyaves, vous m'en direz des nouvelles. »

Cette gelée qui a l'aspect de celle de coings est plus douce au goût et ne comporte pas les grains farineux qu'elle contient parfois. Et il est vrai qu'elle se marie fort bien avec le pain mou des muffins.

Nous ne nous éternisons pas à table. Les chevaux nous attendent, sellés en chasse avec les sacoches pleines des déjeuners de midi et les couvertures de laine roulées sur le trusquin de selle. Des fontes sont attachées à tous les pommeaux et Gontran me précise qu'elles contiennent un nécessaire de premiers soins pour les chevaux dans la fonte de gauche et le même genre de matériel pour les hommes dans la fonte de droite. Je note que le régisseur qui nous accompagne porte un fusil de chasse en bandoulière. Il s'agit d'un solide fusil

moderne à broche. Il me semble bien puissant et je suppose qu'il doit s'agir d'un calibre dix. Je me demande quelle peut être l'utilité d'une telle puissance puisqu'on m'a expliqué qu'hormis les cabris sauvages, il n'y a pas de gros gibier dans l'île. Il n'y a d'ailleurs même pas de serpents et les animaux les plus redoutables se trouvent dans la mer sous la forme de brochets de mer qui portent ici le nom espagnol de barracuda. On trouve aussi des petits requins surnommés chiens de mer et quelques congres et murènes qui paraissent sous les rochers des lagons tièdes.

J'ai noté que Gontran porte un revolver dans son étui fermé, relié à son cou par une dragonne de soie noire. Au vu des cartouches à broche et de sa crosse, je pencherais pour un Lefauchaux. Personnellement, mon brave LeMat pèse dans son étui. Je l'ai chargé à balles pour le barillet et à chevrotines pour le canon lisse. Dans la poche de ma veste de chasse, mon fidèle « Le Bossu » se tient prêt pour renforcer le gros LeMat en cas de besoin. Nous nous mettons en marche et empruntons la route par laquelle je suis arrivé mais en continuant à monter. Nous avons mis nos montures au pas pour qu'elles s'échauffent progressivement. Notre colonne de quatre chevaux et d'une mule de monte croise régulièrement des gens qui descendent des hauteurs. Gontran de Linières m'explique à quel point les forêts sont parsemées de hameaux qui sont de véritables « îlets » dans la verdure. Les ouvriers ont pour habitude de vivre dans des cases en bois qu'ils construisent sur la terre où ils sont employés. Les gens se regroupent autour d'un point d'eau et font venir des planches de construction des nombreux ateliers de scieurs de long. Pour éviter des installations anarchiques, les propriétaires doivent borner les « îlets » et faire en sorte que les groupes d'habitat n'empiètent pas plus que de raison sur les zones agricoles. Au détour d'un virage, nous arrivons dans une clairière assez grande. Des cases bien alignées s'étendent en carré autour d'une place centrale. J'aperçois dans un angle de la clairière d'où repart une route empierrée une maison qui a l'air assez cossue. Bâtie sur une base en pierre de taille volcanique, elle est peinte de frais et n'a rien à envier aux maisons que j'ai vues à Pointe à Pître. La véranda qui entoure la partie en bois du bâtiment permet d'accéder à un rez-de-chaussée qui me semble agencé en dépôt de marchandises. Au pied du soubassement en pierre, de part et d'autre de l'escalier de bois qui mène à la véranda, deux abreuvoirs taillés dans deux troncs de gros arbres reposent chacun sur deux énormes cylindres monolithiques en basalte noir. Nous confions nos animaux à des palefreniers tandis qu'un homme blanc nous observe depuis la porte-fenêtre centrale du rez-de-chaussée.

- Mon cousin germain François Gombault-Saint-Onge. Il est responsable du secteur du Haut Matouba pour la famille de Linières. C'est à lui qu'incombe la justice de paix et les médiations entre les parties aux différends que l'on peut régler sans avoir recours au juge. François, je te présente le jeune Pierre-Hubert de Berdeilhe qui nous arrive de France avec des idées novatrices.

- J'ai déjà entendu parler de vous, Monsieur. J'apprécie que vous ayez accepté l'offre de Gontran de vous initier un peu aux façons de vivre qui sont les nôtres. Trop souvent, les fonctionnaires qui arrivent de Paris semblent croire qu'avant leur arrivée aucune civilisation ne s'était développée dans les colonies...

- Je sais à quoi m'en tenir sur le sujet. Ne perdez pas de temps à m'expliquer ce qu'on me serine depuis avant mon départ de France. Au lieu de me dire qu'il existe ici une civilisation, une culture, des coutumes, parlez-m'en plutôt. Où mieux, allons découvrir ces merveilles *de visu*. »

Les deux « blancs-pays » s'entretiennent librement devant moi. Ils ont un souci « juridique » avec une affaire de combats de coqs. Je découvre qu'ici aussi les paris au « pitt » connaissent un véritable engouement. Apparemment, alors que la plantation dispose de son propre « pitt » et d'un animateur de jeux qui organise les paris et perçoit les dividendes pour

la famille, un « indépendant » aurait ouvert sa propre arène et organise des combats avec des montants de mises bien inférieurs à ceux du « pitt de Linières ». La question est de savoir comment et avec quels moyens ce concurrent a pu mettre son affaire sur pied. Interrogés, les ouvriers ont prétendu ne rien savoir de cette nouvelle arène – puisque c’est la traduction en français du mot « pitt » – mais la fréquentation de l’arène « officielle » a fortement baissé samedi dernier. François pense que les ouvriers sont allés jouer pendant la semaine alors que le « pitt » de la plantation n’ouvre que le samedi soir et le dimanche après-midi. Quand le salaire des ouvriers a été payé, le samedi à la fin du travail.

- Je pense que les gars se sont fait « plumer » et que les mamans ont fait main basse sur le salaire de samedi pour éviter de nouvelles pertes. Donc au lieu de venir jouer chez nous, les gars sont restés à la maison.

- Mais qui t’a donc dit qu’« ils » ouvrent les mises pour moins cher que chez nous ?

- La Mamma Manioc. Mais je n’ai pas eu de détail. En particulier, elle ne m’a pas donné d’indications sur l’emplacement du « pitt ».

- De toute façon, ce doit être une installation légère qu’ils démontent une fois les combats terminés.

- Ce qui m’inquiète, c’est que deux ouvriers ne sont pas reparus dimanche soir.

- Que disent leurs femmes ?

- Ils ne sont pas mariés. Mais il va bien falloir signaler leur disparition à cause du suivi des contrats au titre de l’arrêté Husson.

- Il nous faut d’abord démonter notre « pitt » à nous. Ensuite on prévient les gendarmes. Il ne faudrait pas qu’on trouve un cadavre dans les bananes. »

Les deux cousins ont un air soucieux. Je commence à comprendre que cette histoire de paris sur les combats de coqs sort de la légalité. Dans le Nord de la France où cette activité est très répandue, ce sont les autorités municipales qui en suivent l’organisation et les gérants des arènes paient des droits sur les profits qu’ils tirent des paris. Je ne pense pas que le « pitt » de Linières soit en fait si « officiel » que cela. Gontran et François décident d’attendre encore un peu que leurs installations soient démontées pour informer les gendarmes. L’affaire de deux jours. En attendant, nous allons continuer notre tour d’inspection dans les bananeraies du haut. Le but est apparemment de me montrer les lieux sans la présence des ouvriers, puisque le dimanche est jour de repos. Nous déjeunerons près d’une chute d’eau qui semble particulièrement plaire aux deux hommes. Après une heure de discussions diverses où je ne pipe mot, nous repartons avec François qui s’est joint à notre caravane. Il porte lui aussi un fusil de chasse pour sous-bois. Une arme assez courte, à broche et qui me semble elle aussi solide. C’est manifestement un calibre douze. À la ceinture, François porte un sabre militaire dans son fourreau métallique. Manifestement un sabre de cavalerie légère modèle 1822.

- Auriez-vous été militaire, pour avoir conservé un sabre réglementaire de l’armée française ?

- Ce n’est pas un sabre français. Il s’agit d’une arme fabriquée aux États-Unis et qui s’inspire effectivement des sabres réglementaires français. Mais je vous montrerai les marquages, vous verrez qu’il a été fabriqué à Richmond, en Virginie. Il est d’excellente qualité que ceux de nos arsenaux. Bien sûr, il est affûté et prêt à servir. Mais notez bien qu’il n’a qu’un seul anneau de bélière au lieu de deux. »

Il a raison. Je n’avais pas prêté attention à ce détail. Un vrai sabre modèle 22 aurait eu deux anneaux. Nous continuons en silence notre chevauchée au pas. Je sens planer une sorte de tension sur notre colonne.

On n’entend aucun bruit naturel sur le chemin ombragé qui serpente entre une bananeraie à gauche et la forêt tropicale à droite. On devrait pourtant entendre les oiseaux. Si du chemin on a une bonne vue plongeante sur la bananeraie avec ses rangées de bananiers verts aux feuilles larges et sur les caféiers qui prospèrent dans l’ombre chaude, il nous est

impossible de savoir ce qui se passe dans la forêt qui monte à notre droite sur la pente du volcan. Le bord du chemin porte une herbe haute aux feuilles en lame d'épée et qui ressemble à un gigantesque chiendent. Derrière ce mur vert, les fougères arborescentes luttent pour la vie contre les lianes feuillues qui descendent des arbres et font une telle masse de bas feuillage que nous ne pouvons voir la canopée que constitue le feuillage des arbres que l'on devine immenses. De temps à autre, un oiseau fuit à tire d'aile de ce labyrinthe de verdure humide et s'échappe vers des cieux plus cléments par-dessus les larges palmes indolentes et vert pâle qui sont les feuilles grasses des bananiers.

Le régisseur qui nous accompagne depuis Matouba est accompagné d'un chien. Un petit bâtard courageux qui marche entre lui et la forêt. De temps à autre, il part en avant comme un dard et revient, l'air sérieux. Ce chien ne fait attention à rien d'autre qu'à la route et à son maître. Depuis quelque temps je remarque qu'il a l'air encore plus soucieux qu'au départ du hameau où nous avons fait halte. En ce moment il nous devance de bien vingt-cinq mètres en maintenant son avance. Soudain, il s'arrête, l'antérieur droit en l'air, la queue horizontale et les oreilles figées vers une direction. D'ici, je vois ses narines frémissantes. Il laisse entendre un bref gémissement et reste immobile. Le régisseur qui marche en tête arrête sa monture et tend le bras gauche en oblique vers l'arrière et en bas, la paume vers nous. Ce geste instinctif des éclaireurs à cheval qui signifie : « Faites silence et soyez sur vos gardes. » Tout le monde s'arrête. Les chevaux retiennent leur souffle. Mes réflexes militaires reviennent et je dégrafe la sangle de fermeture de l'étui de mon LeMat. Je sors l'arme et la glisse dans mon ceinturon après avoir vérifié la présence de toutes les amorces sur les dix cheminées. Je mets le chien au premier cran, celui de sûreté.

- *It smells like a pending ambush* », [Ça sent l'embuscade imminente] fait le régisseur. Il dégage son fusil de la bandoulière et le pose au creux de son coude droit replié. Il doit être gaucher, je pense. Gontran a lui aussi fait passer son Lefauchaux dans son ceinturon et en a passé la dragonne à son poignet. En arrivant au niveau du chien toujours en arrêt, le régisseur met pied à terre et s'approche du bord du chemin, l'oreille tendue. Nous arrêtons tous nos animaux.

J'entends alors un bruissement d'herbes, écrasées avec précautions pour éviter de faire du bruit. Je me dis que si nous ne voyons pas ce qui se passe sous l'épaisse frondaison, les gens qui s'y trouvent ne doivent pas beaucoup mieux nous apercevoir. À un geste du régisseur, mes compagnons se portent dans la bananeraie, chacun tenant sa monture. Le régisseur confie son cheval à François et le mulétier me tend les rênes de sa mule. Les deux hommes prennent les dispositions de combat, leurs fusils prêts et les poches à cartouches ouvertes. Les deux hommes se glissent entre les énormes touffes de cette herbe coupante qui couvre le bord du chemin. On entend encore quelques froissements dans le feuillage gras en train de pourrir sur le sol et puis le silence revient.

François entrave méthodiquement les deux chevaux qu'il a en garde, met son fusil à la main et remonte lentement le chemin en dépassant le chien toujours immobile. Le voici qui disparaît à son tour dans le sous-bois. Je regarde Gontran, l'air interrogatif. Il met son doigt sur les lèvres m'intimant de garder le silence. Toujours par geste, il me fait signe d'entraver les deux animaux que je tiens toujours. Ensuite il me fait signe de le suivre. Nous redescendons le chemin. Au bout d'une dizaine de pas, il s'arrête et me fait signe de continuer encore sur la même distance. Une fois arrivé, je le regarde et le geste qu'il m'adresse me confirme ce que je pensais : nous prenons les dispositions de réaction à une embuscade, avant ouverture du feu. À son signal, je franchis le rideau d'herbe en même temps que lui. En fait, la forêt est moins sombre que ce à quoi je m'attendais. La lumière qui tombe de la canopée est très verte mais éclaire encore assez bien. Je devine la position de mes deux compagnons les plus proches, Gontran que je vois et le mulétier que j'entraperçois. L'immobilité et le silence sont revenus. Le bruit de gouttes d'eau qui frappent les feuilles au

sol apporte le seul trouble à l'étrange rituel qui se déroule sous cette salle hypostyle naturelle. Soudain, un craquement me fait sursauter. Le bruit n'est pas en soi tellement fort, mais dans la tension qui règne et le silence feutré qui nous entoure, c'est le signal redouté. Du côté de François part un coup de feu. Immédiatement, j'entends l'énorme détonation du calibre dix. Puis le cri de Gontran : « Halte au feu ! » Inutile de se cacher davantage. J'entends la course de deux ou trois hommes qui montent rapidement dans les fourrés, entravés par les plantes géantes, les lianes et l'épaisse couche de verdure pourrissante qui fait une couche si épaisse que nulle par on ne peut voir la terre recouverte par des millénaires de chute permanente de lourde végétation grasse.

- Retournons aux chevaux, fait le régisseur. Nous allons « les » contourner par la trace Victor Hugues. Je connais les chemins. Je pense savoir où « ils » sont partis se cacher.

- Qu'est-ce qui vous fait dire qu'ils nous tendaient une embuscade ? « ils » n'ont pas tiré alors que nous si.

- Ils n'ont pas tiré parce qu'ils ont compris que nous étions mieux armés qu'eux. Mais prenez garde lorsque nous leur tomberons dessus et qu'ils se sentiront aculés. »

Je me dis *in petto* qu'ils ne se sentiront pas aculés si nous ne sommes pas menaçants. Nous verrons bien. Nous avons pris un trot assez rapide parce que même si le chemin monte assez fort, il est large et nos montures ne sont que peu chargées. En observant le chemin assez gras nous repérons rapidement les traces fraîches de nos... « agresseurs ». Manifestement, tant François que le régisseur et le mulétier connaissent bien ce coin de la montagne. En moins d'une demi-heure les trois « marrons » sont cernés. À ma grande surprise – agréable – personne n'a lancé d'action agressive envers eux. En créole, Gontran leur a intimé l'ordre de sortir du bois et leur a précisé qu'on ne leur veut pas de mal. Ils apparaissent, les bras levés et tenant leurs sabres à canne au-dessus de la tête. Un rapide interrogatoire nous fait comprendre qu'ils sont au service des organisateurs de combats de coqs que nous recherchons. Ils nous indiquent même où nous allons les trouver. Pendant que François les interroge, je les observe. Leurs regards vont du visage de François aux armes que nous portons. Après un regard à Gontran, François leur précise qu'ils sont libres jusqu'à nouvel ordre. Ils sont un peu incrédules mais finissent par redescendre en empruntant le chemin.

Je pense que maintenant les choses sérieuses vont commencer. Il pourrait bien se produire du combat de coqs d'un genre particulier. Nous avons repris la progression en ordre, le régisseur en tête, François et Gontran de front à une dizaine de mètres derrière lui et enfin le mulétier à gauche et moi-même à droite encore à une dizaine de mètres derrière. Nous avançons apparemment sans précaution. Cela m'énerve parce que je ne sais pas à quoi m'attendre. Au bout d'une demi-heure le régisseur arrête à nouveau sa monture.

Après un conciliabule, François, Gontran et lui décident de continuer sans se cacher jusqu'au lieu où ils pensent que se trouvent les gens qu'ils cherchent. Nous tombons dessus presque par surprise. Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne s'attendaient pas à nous voir arriver, nous. Des passants peut-être, mais pas nous. Ils ont bien des mouvements vers de vieux fusils qui traînent autour d'eux mais ils se ravisent bien vite. En fait nous ne sommes encore tombés que sur des lampistes. Il y a près d'eux, bien rangées, des caisses grillagées contenant des coqs, des tonnelets de grain pour les nourrir et des barrières et palissades basses pour organiser un « pitt » mobile. Le mulétier rassemble les trois vieux fusils et les accroche au pommeau de son bât-selle. Les quatre hommes qui sont là sont manifestement des « ti-blancs ». Ils ont l'air à la fois renfrognés et hagards. Ils refusent de répondre aux questions que leur pose François et prétendent que leurs employeurs le feront mieux qu'eux. Fort heureusement, nous avons le temps d'entraver nos prisonniers avant que n'arrivent les « employeurs ».

Ceux-ci ne mettent pas longtemps à comprendre la situation et les premiers coups de feu retentissent. Malheureusement pour eux, nous les avons entendus arriver et nous sommes prêts. Ils ne sont que trois et nous ne sommes pas surpris. Je commence par essayer de ne pas



tirer mais c'est trop dangereux pour nous tous. François a tiré deux cartouches et est en train de recharger. Gontran semble ne pas avoir encore ouvert le feu. Nous sommes tous à couvert et les « employeurs », eux, sont dans la clairière. Pour se mettre à l'abri des vues, l'un d'eux vient droit sur moi. Je lui tire une balle du canon rayé dans l'épaule. Sous l'impact, il tombe en arrière dans l'herbe. Il a laissé tomber son arme, un pistolet à piston à deux canons longs. Les deux autres hésitent, surpris de ne pas encore avoir été touchés. Ils posent leurs armes au sol et s'en éloignent. Je me lève, le revolver pointé. Un mouvement au sol attire mon attention en même temps que le cri d'alerte du muletier. L'énorme détonation du calibre dix retentit, couvrant le souffle de la charge de plomb qui passe près de moi. La tête de « mon » blessé se transforme en bouillie gargouillante. Je suis sûr que le régisseur utilise des chevrotines liées, ainsi que le fait mon ami le policier de Basse-Terre. Comme m'a dit ce dernier, avec ces munitions on évite la dispersion ce qui permet de « tirer au voisinage des troupes amies ». En tout cas, nous ne pouvons plus rien pour ce pauvre bougre. Les deux autres « employeurs » semblent être convaincus de rester bien tranquilles. Les « prisonniers » nous regardent effarés mais semblent rassérénés par la capture des leurs « patrons », ce qui ne les empêche pas de garder le silence.

François et Gontran prennent les deux patrons survivants à part pour les interroger tandis que le régisseur s'occupe des « ti-blancs ». Je prends de la distance avec tout cet imbroglio et recharge la chambre vide de mon barillet. Et comme je reste méfiant, je place une amorce sur la cheminée.

La discussion est houleuse entre les Linières et les organisateurs de combats de coqs. Je n'entends pas ce qui se dit mais j'entends que le ton est dur de part et d'autre. Alors je me rapproche des « ti-blancs ». Le régisseur est parvenu à les convaincre de se confier un peu. Il appert qu'ils viennent de la Grande Terre où ils ne trouvent pas à vivre honnêtement. Ce ne sont sans doute pas des mauvais bougres mais ils sont tombés sur cette bande de trois marlous. Et eux sont des sujets plus intéressants. Il va falloir que je m'en mêle. Je rejoins donc Gontran et François. Les cris ont cessé mais manifestement les « employeurs » ne veulent rien entendre et refusent tout accord. En désespoir de cause, Gontran s'adresse à moi :

- Monsieur l'inspecteur du Trésor, voici les gens dont vous nous avez parlé. »

Je ne pipe mot. Et j'attends.

- Vous aviez raison, ce sont bien des marins débarqués. » Gontran me laisse une ouverture. Mais j'ai noté autre chose. Sur les mains de l'un des deux survivants comme sur celles du mort, il y a un point bleu tatoué sur la bosse de chaque articulation métacarpo-phalangienne de la main gauche. Manifestement, ces deux « marins » ont sans doute eu maille à partir avec la justice et en portent les symboles. Je récite à haute voix, en tenant la main gauche du prisonnier : « J'emmerde - le Juge - le Tribunal - et ses assesseurs » en posant le doigt sur chaque point bleu. Il me regarde, les yeux écarquillés et manifestement terrorisé. Je lâche sa main et m'approche de l'autre « employeur » survivant. J'ouvre le col de sa veste et dégage la base de son cou. Là, je vois la cicatrice caractéristique que laisse le fer de justice qui entoure le cou et est relié par une chaîne à l'anneau de cheville d'où part une deuxième chaîne plus courte, celle qui relie le condamné à son boulet de fer. Celui-là a connu le transport vers Cayenne et la discipline du bagne.

- Vous pourriez y retourner, si j'insiste. » J'ai le visage glacial. Ma jeunesse ne lui paraît plus une garantie d'indulgence mais bien un risque d'intransigeance. Qu'est-ce qui vous a pris de venir monter des combats de coqs dans une plantation ?

- Et eux, de quel droit le font-ils, eux ? » Sa riposte est aigre et vive.

- Du droit de ceux qui ont fait une demande officielle et qui paient les taxes sur les jeux et organisent ces combats sur leurs terres.

- Ils paient, eux ?

- Bien sûr. Pourquoi croyez-vous qu'ils aient demandé à un inspecteur du Trésor de venir constater le préjudice que vous leur causez ? Mais avant toute chose, qu'est-ce qui vous a donné l'idée de monter des combats de coqs ? »

Le « bagnard » me répond et cela semble le soulager.

- Avant de m'engager dans la « marchande », j'étais matelot pêcheur à Boulogne dans le Pas-de-Calais. Et là, j'allais toujours aux combats de coqs. J'ai même eu des coqs. Et puis un jour, j'ai perdu. J'ai voulu me refaire et j'ai perdu toujours plus. Alors j'ai dû m'enfuir et je me suis engagé. Mais au retour d'une campagne au long cours, j'ai eu une permission. Mon bateau était à Calais. Alors j'ai pris la patache pour aller embrasser ma mère « cheu » nous. Et là, j'ai appris qu'elle venait de « mourir ». Mon père était parti avant elle à cause de la sili... chose des mineurs. Et en retournant prendre la patache, « ils » me sont tombés « ed'ssus » à cause qu'y m'avaient « er'connu » et qu'y voulaient leur argent. J'ai dû me défendre avec mon eustache. Un gros pour « gaber » les voiles. J'en ai « cué » [tué] un mais l'autre y s'a ensauvé et a « quéri » les railles.

- Les « railles » ?

- Les cognes, quoi ! la police ! Et y m'ont mis au juge et voilà. Mon baveux y'm connaissait point. Mais al a pu faire que je prends pas perpète. Au bout de cinq ans, j'ai eu la relègue en Guyane. Mais je voulais pas être esclave chez les nègres de Guyane et y a pas d'embauche de marin ou de pêcheur là-bas. Surtout pour les relégués. Alors j'ai pris un emploi sur un interlopeur qui m'a déposé à Capesterre.

- Donc, on ne m'avait pas menti. Vous êtes bien en situation de relègue et vous n'avez donc rien à faire hors de Guyane. Mais je veux bien vous donner une chance. Vous disparaissiez des terres de Linières et je ne vous ai pas vus, ni l'un ni l'autre.

- Et les coqs ? Moi je les ai achetés. Je voulais monter une arène parce que je sais que c'est toujours le propriétaire qui gagne.

- Cela peut se faire si on se déclare et si on paie les droits. En attendant, vos coqs, je vous les saisis. Travaillez et vous les retrouverez peut-être.

- Mais pour cela, il ne faut pas être en situation de relègue.

- Il faut voir. On peut arranger ça si vous trouvez un emploi. On peut alors voir avec le tribunal impérial. Une chose m'intrigue : comment avez-vous pu acheter les armes avec lesquelles vous nous avez tiré dessus ? »

Si l'on excepte le pistolet deux-coups du mort, les deux autres sont équipés de modernes revolvers Lefauchaux à cartouches d'un calibre de onze millimètres. Deux par personne. Et davantage puisque je vois le muletier revenir avec deux fusils de chasse de bonne facture anglaise, à broches également.

Les deux hommes sont maintenant beaucoup moins diserts. La question les gêne.

- Vous avez commis des vols ou des crimes, pour réunir l'argent ?

- Non, on m'a prêté cet argent. Mais je ne veux pas dire qui...

- Mon cher, soit vous nous dites ce qu'il y a à nous dire, soit je lance contre vous une procédure judiciaire pour rébellion à main armée contre un représentant de l'administration impériale. Et au nom du Trésor Impérial, je fais lancer par mon Chef de Service une procédure incidente pour fraude à la taxation sur les jeux. Et vu vos antécédents à l'un et à l'autre, vous, vous retournez à Cayenne – et vous savez que ça signifie : le « prétoire », puis la déportation au mitard de l'île du Diable – et vous avec vos quatre points de petit apache, vous partirez enfin connaître la vie du bagne de Cayenne. Avec votre complice.

- Et si nous parlons ?

- Je trouverai des arrangements avec le Ciel. Êtes-vous tricards en Martinique ?

- Non, lui il a débarqué il y a un an à Pointe à Pître et moi je suis arrivé un peu après à Capesterre.

- Bon, alors je veux savoir sur quel bateau interlope vous êtes arrivé et qui vous a payés pour nous tuer.

- Il ne s'agissait pas de vous tuer !

- Si on vous a donné des armes de cette qualité, ce n'était pas pour faire du tricot. De toute façon, nous saisissons vos armes. Comme les coqs. Donc si vous ne nous dites pas qui vous a permis de les avoir, nous retrouverons par quelle filière elles sont arrivées ici.

- Bon. » Les deux "apaches" se regardent et le bagnard en relègue se décide : « C'est le régisseur des Duquesnois, celui qui gère la plantation de Baie-Mahaut. Il nous a donné un billet pour que l'armurier de la Rue Bébien nous remette des armes.

- La rue Bébien de Pointe à Pître ?

- Il n'y en a pas d'autre. » Ce commentaire est de François Gombault-Saint-Onge.

Les deux cousins se regardent d'un air entendu. Je suis sûr qu'ils attendent que nous nous trouvions en tête à tête pour me révéler quelque turpitude nouvelle propre aux relations entre familles dans l'île. Je les laisse continuer l'interrogatoire.

- Bon, et maintenant, sur quel bateau es-tu arrivé de Guyane ? Qui est l'interlopeur ?

- Je sais pas son nom mais le bateau c'est la goélette Ipana. » Nouveau regard entendu des deux cousins. « Dernière question pour le moment. J'ai deux ouvriers qui ont disparu depuis plusieurs jours. Après être allés au « pitt à coq ». Je veux savoir où ils sont.

- Ben ça je sais pas. Il y eu a deux qui ont commencé à crier à la triche. Le régisseur des Duquesnois les a fait prendre par deux « videurs ». Ça a calmé tout le monde, mais je sais pas où ils sont allés.

- Quand ils les ont emmenés, mes deux hommes étaient-ils conscients ? » Devant l'air abruti des deux maudits, François précise : « Ils marchaient tout seuls ou on les portait ? »

- Les autres ils les traînaient pasqu'ils leurs z'avaient pété la goule.

- Bon. Vous disparaissiez de la Basse Terre. Je vais signaler la disparition de mes deux ouvriers. Mais si je vous vois encore en Basse Terre, vous filez sur Cayenne, je vous le garantis. » François fait saisir les revolvers par le mulâtier qui les a rangés dans une des fontes du bât tandis que les caisses de coqs ont rejoint le porte bagage de bois du même bât.

- Bonne picorée. Quelques armes de qualité, des pétoires sans intérêt et des coqs qui peuvent valoir cher. » François ne cache pas son plaisir. Je jette un froid, tout de même.

- Si les gendarmes retrouvent les corps de vos ouvriers, ils vont chercher à comprendre ce qui leur est arrivé. Quant aux armes, celles qui viennent de chez l'armurier de la rue Bébien, ils vont rapidement savoir à qui il les a vendues. De toute façon, il va falloir les leur livrer.

- Pourquoi ? L'enquête sur la mort de nos ouvriers n'établira pas de lien avec ces revolvers, puisqu'ils n'ont pas servi à leur assassinat, si tant est que celui-ci ait eu lieu. Mais redescendons plutôt vers le hameau. Nous parlerons au calme. »

Cette disposition me sied tout à fait. J'ai besoin de réfléchir. Il faut que je rende compte à mes autorités de l'attentat dont mes cousins et moi-même avons fait l'objet. Il semblerait que le but soit une sordide histoire de combats de coqs clandestins. Mais ce n'est que la façade de l'affaire, j'en suis sûr. Deux embuscades dans lesquelles je suis l'une des cibles en moins d'un mois, voilà qui passe la coïncidence. Les deux cousins semblent peu surpris que les attaques viennent des Duquesnois. Mais après tout, nous n'avons pour nous en convaincre que le témoignage de deux malfrats plus soucieux de se sauver de nos griffes que de témoigner de la vérité.

\*  
\*   \*

Nous sommes de retour au Haut Matouba. Dans le bureau du rez-de-chaussée, les deux cousins me mettent au courant des tensions réelles entre leur famille et les Duquesnois. Les différends portent sur des questions d'intérêts, entre autres des questions de concurrence sur le commerce de la canne, du sucre et du rhum mais aussi, et je le découvre, sur une concurrence en matière de transport maritime entre la Guadeloupe et les dépendances de Saint-Martin et Saint-Barthélemy d'une part et entre la Guadeloupe et Charleston et Savannah d'autre part. L'Ipana, cette goélette qui fait du commerce interlope au moyen cours puisqu'elle va jusqu'en Guyane, appartient à la famille Duquesnois. C'est l'un des bateaux de leur flotte.

D'après les deux cousins, cette flotte qui assure des transports légaux fait aussi un énorme chiffre d'affaires non déclaré grâce au commerce interlope. Toutefois, après que je les aie poussés dans leurs retranchements, ils finissent par admettre que leur flotte fait de même. Notamment leur navire amiral, la goélette Ortac, un navire construit à Savannah qui bénéficie des dernières techniques avec ses voiles en fort coton de forme triangulaire qui permettent une excellente remontée au vent. Leur seule voile carré sert assez peu parce que les capitaines qui se relaient au commandement préfèrent utiliser un foc de très grande taille qui permet une grande vitesse aux allures portantes et peut rester en place même si l'on remonte au bon plein. La coupe de la coque est aussi très moderne, avec une quille fine et longue, une étrave à guibre qui permet de n'avoir qu'un beaupré assez court et facilite les manœuvres de l'équipage. Le doublage de la coque en feuille de cuivre garantit que les parasites ne s'accrochent pas et permet d'espacer les opérations de carénage. Bref, cette goélette est un moyen de liaison extrêmement moderne. En outre, son tonnage est presque le double de celui de l'Ipana ce qui permet le transport de cargaison plus importantes. Et ce qui a permis de la construire si grande pour un coût encore abordable, c'est que la carcasse, au lieu d'être en bois, est en partie en acier de Pittsburgh. La quille, l'étrave à guibre, l'arrière et les varangues sont en métal. Une membrure sur deux est en métal. Il ne reste en bois que le bordage, les ponts et les aménagements. Mais il n'a donc pas été nécessaire de choisir des bois de formes naturelles pour construire la coque. Les membrures en bois ont été mises en forme par étuvage. Toutes ces techniques sont propres aux chantiers navals américains. Certes, comme le bateau est grand il est plus cher à la commande qu'une classique goélette à la française construite aux Antilles, mais le rendement commercial d'un tel navire a permis de pratiquement déjà couvrir la différence de prix d'achat.

L'Ortac sillonne donc la mer des Caraïbes pour le plus grand profit de la famille. Mais il semble que les Duquesnois tiennent à s'en prendre à cette avance de leurs adversaires de Linières.

- Mon cousin, il va falloir que vous assistiez à un combat de coqs, pour voir que la bêtise et la rage conduisent ces animaux stupides à la mort sans réflexion. Et ceci pour satisfaire la soif de parier de gens stupides qui, eux aussi, enrichissent les organisateurs de combats, lesquels ne prennent aucun risque. Ce soir, il y a un combat organisé dans un pitt officiel à Matouba-village. Nous y serons et vous vous ferez votre opinion. »

Dans nos provinces du Sud-Ouest de la France, les combats de coqs ne sont pas davantage une tradition que ne l'était le servage au début de l'histoire de ma famille. En outre, les gens sont moins exubérants que ne le sont les Antillais depuis leur libération de la condition servile. Pendant la perception des mises avant le début des combats, on sent la tension de tous. Ils sont allés observer les animaux qui vont s'affronter, ont tenté de percevoir lesquels seront les plus agressifs et le plus résolu. Ensuite, les organisateurs ont perçu le montant des engagements des propriétaires. Car là aussi, on perçoit de l'argent. Je découvre que si les parieurs sont mis à contribution, les propriétaires le sont aussi. François m'explique que le montant des paris est réparti en plusieurs parts. L'une pour les parieurs, une autre pour le propriétaire du vainqueur de chaque combat, une autre pour les organisateurs. Et le calcul

des parts se fait après mise de côté du montant de la taxe sur les jeux. En somme, les seuls gagnants sûrs sont le Trésor impérial et les organisateurs.

Le premier combat va commencer. L'arbitre contrôle que les ergots artificiels sont bien fixés et bien propres. Il les lave même avec un chiffon trempé dans un liquide qui doit éliminer toute trace de poison possible. Dans cette île où les quimboiseurs sont nombreux, la précaution est bien admise par tous. Ceci fait les deux propriétaires mettent leurs animaux face à face et les excitent. Lorsque les deux bêtes sont prêtes à s'entretuer, les deux propriétaires sortent du « pitt ». Les animaux se ruent l'un sur l'autre avec une rage aveugle. Ils respirent la haine stupide et le combat ne peut que se finir par la mort de l'un des deux coqs. Certes, un propriétaire peut toujours essayer de sauver sa bête en déclarant forfait, mais il faut alors aller la chercher et l'arracher aux assauts furieux de l'autre qui se sent déjà victorieux. Les coqs se battent presque en silence, à moins que leurs cris ne soient couverts par les hurlements des spectateurs au moins aussi hystériques que les deux « athlètes ». Les parieurs hurlent à l'adresse de leur champion, ou plutôt de la pauvre bête qui porte leur espoir de gagner de l'argent sans rien faire. Si la victoire leur échappe, les insultes les plus fleuries fusent à l'endroit du perdant.



*Pitt à Coq, Matouba Village 1859*

Il fait chaud dans cette salle aux murs et au toit de bois. Les gens sont habillés de vêtements légers.

Ils s'habillent comme aux champs ou dans les bananeraies, sans souci de coquetterie. La seule chose, c'est qu'ils sont propres au début des combats. Pourtant, rapidement, les esprits s'échauffent. Le premier combat a abouti à la mort sans phrase de l'un des deux coqs. L'autre, tout décontenancé s'est un peu acharné sur sa victime et a reculé lorsque son propriétaire est venu le récupérer dans l'arène. Pour le combat suivant, le propriétaire de celui qui avait le dessous a demandé l'arrêt du combat. L'arbitre a accepté, sous les huées de quelques parieurs déçus. Le propriétaire a sauvé sa bête mais les parieurs ont crié au truchage. Les hurlements en créole s'adressaient tant à l'arbitre qu'au coq et à son propriétaire. D'après ce que j'ai compris en tout cas – mais les vociférations des uns interféraient avec celles des autres – le coq « sauvé » était encore en état de gagner le combat. Il faut l'intervention de deux gendarmes pour ramener le calme. Devant leur menace de faire cesser les paris, la foule se calme.

Nous en avons assez vu et d'un commun accord nous décidons de revenir à la plantation. Nous sommes dimanche soir et il me faut encore demain visiter une bananeraie avec le personnel au travail. Cela me permettra, mardi matin, de rendre compte de ma visite à mes chefs. Nous étions revenus de notre tournée mouvementée à la plantation où nous nous étions rafraîchis et avions échangé nos montures contre une voiture confortable pour aller au « pitt ». Nous reprenons la voiture alors que les combats de coqs continuent. Gontran profite du trajet pour me demander mon avis sur le spectacle de ce soir.

- C'est brutal, non ? insiste-t-il.

- Je ne goûte pas du tout cette folie meurtrière qui s'empare tant des animaux que des gens. Je n'aurais jamais pensé que ces gens gentils pouvaient s'exciter autant et aussi cruellement devant deux pauvres fauves stupides.

- Eh bien, mon cousin, cette folie et cette irrationalité ne sont rien à côté de la guerre sournoise que nous livrent les Duquesnois. Faites bien attention, s'ils ont décidé de vous faire la guerre, comme on pourrait le penser, je crains fort que les combats à venir soient d'une autre nature que des combats de coqs. Lesquels sont plus durs que les quelques échanges de balles de ce matin. »

Je décide de passer sous silence le fait que ce seraient des agents des Linières qui ont stipendié mon « Matignon » et je m'intéresse davantage au devenir du cadavre qui est resté dans la forêt.

- Ne vous inquiétez pas. Mon souci est surtout le sort des deux ouvriers qui ont disparu. Le mort de ce matin est sans doute un interdit de séjour ou un relégué. Personne n'a connaissance de ses agissements voire de sa présence dans l'île. »

Je ne réponds rien mais n'en pense pas moins. Nous verrons bien ce que diront mes chefs et la police que je n'ai pas l'intention de laisser dans l'ignorance des derniers événements. J'ai la nette sensation que la situation va encore se tendre.